

Des impasses politico-théoriques du concept de "lobbying" L'exemple de l'ERT (*European Roundtable of Industrialists*)

Cet article est publié sous forme de notice dans :

Pascal Durand (dir.), *Les nouveaux mots du pouvoir : abécédaire critique*, Bruxelles, Aden, 2007, p. 183-186.

Inspirée de la *Business Roundtable*, puissante organisation patronale des Etats-Unis, la *Table ronde des industriels européens (ERT)* a été mise sur pied en 1983 à l'initiative conjointe de Pehr Gyllenhammar, alors PDG de Volvo, et des commissaires Etienne Davignon (Affaires industrielles) et François-Xavier Ortolli (Affaires économiques et financières). L'ERT réunit aujourd'hui, sous la présidence de Jorma Ollila (président de Nokia, de la Royal Dutch Shell et conseiller de Ford Motor Cy) et de façon informelle, les administrateurs délégués de quarante-cinq entreprises dont plus de la moitié réfèrent aux principales puissances nationales que sont la Grande-Bretagne (BP, British-American Tobacco, British Airways, Unilever, Rolls-Royce, Rio Tinto, BT Group et AstraZeneca), la France (Air liquide, Saint-Gobain, Lafarge, Total, Suez et Renault), l'Allemagne (E.ON, ThyssenKrupp, SAP, BASF et Bayer), l'Italie (ENI, Fiat, CIR-De Benedetti et STMicroelectronics), l'Espagne (Telefonica, Endesa et Repsol-YPF) ou encore les Pays-Bas (Philips, Akzo Nobel, Royal Dutch Shell et Heineken). Quant aux autres compagnies membres de l'ERT, il s'agit des sociétés Eczacibasi Group (Turquie), Vivartia (Grèce), MOL Oil (Hongrie), OMV (Autriche), Nestlé, La Roche (Suisse), Sonae (Portugal), Smurfit Kappa (Irlande), Umicore, Solvay (Belgique), Carlsberg (Danemark), Norsk Hydro (Norvège), Volvo, Investor (Suède), Nokia et Kone (Finlande).

L'ERT se présente volontiers comme un organisme de réflexion chargé d'aborder les problématiques majeures liées à la question de la compétitivité du continent ; d'identifier les facteurs de crise faisant éventuellement obstacle aux projets de réformes libérales ; d'examiner, enfin, la façon dont il conviendrait d'engager certaines politiques favorables à l'éclosion d'une Europe plus dynamique, ouverte et concurrentielle. Désireux de faire partager leurs projets aux autorités publiques, les dirigeants de l'ERT publient le résultat de leurs recherches sous forme de rapports et débattent régulièrement de leurs propositions avec les responsables de la Commission, du Conseil des ministres ou encore du Parlement européen.

Le discours social autour de cette institution du monde des affaires balance généralement entre deux types de position apparemment contradictoires. Pour les uns, intellectuels et journalistes orthodoxes rejetant la « *théorie du complot* » dans laquelle seraient enfermés les « *extrémistes* » de tous bords, la *Table ronde* ne serait rien d'autre qu'un comité de sages détenteur d'une influence indéniable, mais bien plus limitée qu'on ne le dit, le « *on* » en question désignant, dans ce cas, les courants « *populistes* » opposés aux « *évolutions salutaires et inéluctables* ». Dans cette perspective, l'aveuglante parenté des propositions émises par le monde des affaires et des résolutions adoptées par la Commission – que l'on songe, par exemple, à l'instauration des marchés et monnaies uniques, revendications historiques de l'ERT – trouverait essentiellement son origine dans le bien-fondé des analyses de la *Table ronde*. Que ses dirigeants « *appellent à un sursaut politique* » (*Les Échos*, 03/09/1991), qu'ils « *s'inquiètent de l'inadaptation du système de formation européen à l'évolution technologique* » (*Le Monde*, 24/03/1989) ou qu'ils « *invitent l'Union européenne à ne pas retarder [les mesures d'élargissement à l'Est]* » (*Le Figaro*, 05/03/1999), le constat est résolument identique : l'ERT recommande mais ne commande pas.

Pour les plus critiques, les réformes néolibérales endossées à leur corps défendant par les autorités publiques témoigneraient, au contraire, de l'asservissement bien réel de ces dernières aux forces du marché. Virus travaillant au corps sain du politique, les groupes de pression, réseaux d'influences et agents corrupteurs des multinationales s'identifieraient alors à de véritables parasites perturbant le bel ordonnancement dont était garant l'État social keynésien. On peut ainsi lire dans une brochure éditée par le mouvement ATTAC que « *tous [les gouvernements] subissent la même influence* » et que « *cela en dit long sur ceux qui dirigent réellement l'Union européenne.*¹ » Joseph Stiglitz, égérie altermondialiste devenu conseiller international de Renault-Nissan, ne dit rien d'autre en dénonçant à son tour ces grandes compagnies qui « *s'immiscent dans le processus de décision politique*² ».

Si la convergence idéologique des autorités publiques et du monde de l'industrie ne doit, en effet, rien au hasard, elle n'autorise pas davantage à conclure en l'existence d'un improbable complot ourdi de l'extérieur par on ne sait quel « *grand capital* ». Ces affinités électives doivent plutôt être pensées, comme l'aurait dit Bourdieu, comme le résultat d'une orchestration non dirigée d'habitus d'agents partageant des trajectoires professionnelles, sinon identiques, à tout le moins similaires, et assurant par là même l'intégration des diverses fractions dirigeantes. La communauté de vues fédérant au plus haut niveau de décision responsables politiques et milieux d'affaires est à cet égard emblématique des articulations le plus souvent non vues entre État et marché. Celles-ci prennent notamment la forme d'une circulation ininterrompue de certains dirigeants entre divers sous-espaces constitutifs du champ du pouvoir. Le constat du passage de la très grande majorité des anciens commissaires européens à l'entreprise privée – que l'on songe, entre autres, aux cas de Christopher Tugendhat (Lehman Brothers, Rio Tinto, Abbey National), Frans Andriessen (Philips), François-Xavier Ortoli (ERT, Total), Leon Brittan (Unilever, Warburg Dillon Read), Peter Sutherland (BP, Goldman Sachs, Ericsson, Royal Bank of Scotland, ABB), Edith Cresson (Schneider Electric), Jacques Santer (RTL Group), Marcelino Oreja (FCC), Willy De Clercq (UCB, BBL, AXA), Mario Monti (RCS Editoriale, IBM Italia), Martin Bangemann (Telefonica), Jacques Santer (RTL Group), Karel Van Miert (Solvay, Carrefour, Rabobank, Vivendi Universal, Philips), Loyola de Palacio (BNP Paribas, Rothschild Bank), Chris Patten (Cadbury Schweppes), Pascal Lamy (Crédit Lyonnais, Medef), Frits Bolkestein (Mentep, Shell), Michel Barnier (BioMérieux), Peter Mandelson (de Tony Blair au groupe INM Plc) ou, *last but not least*, Etienne Davignon (ERT, Fortis, Fiat, Suez, BASF, Solvay, Umicore, Kissinger Associates, Toyota) – ne rend-il pas, par conséquent, scientifiquement intenable et politiquement peu efficace la distinction de nature, sinon de principe, entre économie et politique ? La polémique née de la nomination de Neelie Kroes (Lucent, Volvo, Thales, McDonald's), épouse de l'ancien ministre socialiste Bram Peper, au poste de commissaire à la Concurrence s'avère être ainsi, au final, l'arbre qui cache une forêt bien plus touffue de relations d'imbrications réciproques entre l'Europe et les principaux trusts continentaux et, en certains cas même, nord-américains.

« *Influence* », « *pression* », « *immixtion* », « *instrumentalisation* », « *corruption* » même, les termes se renforcent mutuellement et, avec eux, l'implicite dont ils sont porteurs : celui de l'extériorité réciproque des entreprises privées et des gouvernements. Cette dissociation factice, version hérétique de la dichotomie économie/politique prend, à bien y regarder, le simple contre-pied d'une pensée du pouvoir dont elle partage les présupposés. Généralement qualifiée de pluraliste-démocratique, cette sociologie de l'hétérogénéité des élites est au principe de la configuration de l'État comme arbitre impartial assurant le juste équilibre entre les forces sociales en présence. Descendant en ligne directe d'un paradigme déterminé, celui de la concurrence pure et parfaite qui hantait déjà les esprits des économistes classiques, elle témoigne, à sa façon, de l'héritage libéral dont est porteur la dénonciation altermondialiste des *lobbies*, au premier rang desquels figurent d'ordinaire la tant redoutée *Table ronde des industriels européens*.

¹ ATTAC Bruxelles, *L'Europe de la Table ronde. L'avenir de l'Europe*, Bruxelles, Serge Cols, 2001, p. 27.

² Propos recueillis par Vincent Jauvert, « Joseph E. Stiglitz : "Pourquoi le capitalisme a perdu la tête" », dans *Le Nouvel Observateur*, 18 juillet 2002.